



22 MARS, ET APRÈS ?

À l'appel de la quasi-totalité des organisations syndicales de la Fonction Publique, un vaste mouvement social est appelé le 22 mars. Au-delà **des légitimes revendications catégorielles** (abrogation du jour de carence, dégel du point d'indice, revalorisation des carrières, défense du statut...) **la question est posée de l'avenir même des services publics**. Le programme Action Publique 2022 va bientôt être publiquement dévoilé, secteur par secteur. La DGFIP va être au cœur du changement de société qui s'annonce : missions, emplois, réseau, tout va passer à la casserole ! Pour la première fois, Bruno Parent a déjà laissé entrevoir ce qui se profile. Il n'a pas caché que ce serait un mouvement de fond. **Personne à la DGFIP ne finira sa petite carrière assis bien au chaud sur sa chaise !** Disruptif, qu'il disait l'autre !

Nous savons d'expérience qu'une journée de mobilisation ne suffira pas à stopper les contre-réformes. C'est pour cela que la CGT, s'appuyant sur notre analyse de la situation extrêmement préoccupante, pose la question de la construction d'un mouvement de résistance fort, structuré et s'inscrivant dans la durée. Sur les modalités, il est nécessaire d'en discuter collectivement. Nous pouvons déjà retenir un moment pour cela lors de la manif du 22 mars.



LE 22 MARS 2018
PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS
Défendons
toutes et tous
la Fonction publique

Manifestations 44 :

10h00 gare de Saint Nazaire

10h30 croisée des trams à Nantes

(départ groupé de Cambronne à 09h30 et à 10h00 devant Versailles pour aller ensemble et en cortège à la manifestation)

RDV à Cambronne dès le 23/03 devant la cantine pour une AG en intersyndicale – Réunissons-nous pour discuter des suites, il y a le feu !

PSYCHIATRIE MAGAZINE

Les camarades des Bouches du Rhône ont soulevé un lièvre assez incroyable. La division pilotage et ressources (PPR) a organisé début 2018 une session

de formation à destination des chefs d'unité de réseau de la DRFiP13 qui consacrait une demi journée à « la gestion des agents difficiles ». Problème, le document présenté induit la classification des agents dits « difficiles » sur des considérations relevant de la médecine psy et des préconisations avant tout disciplinaires ! On ne peut que dénoncer l'abandon de la prévention, parfois nécessaire, au profit d'une optique presque exclusivement répressive. Cette orientation est choquante aussi bien pour les agent.es que pour les chef.fes de service. En ces temps de Macronisme (en apparence) triomphant et, en tout cas, de libéralisme décomplexé, s'opposer aux contre-réformes destructrices des services publics fera-t-il de nous des agent.es « difficiles » ?

En attendant, le bad buzz (Capital, RMC...) autour de cette histoire a obligé la direction locale à faire acte de contrition. Rappelons au passage que la DRFiP 13 n'en est pas à son coup d'essai : l'état-major de l'ancienne direction de la DrfiP 13 **s'était inscrit en risque mortel** sur le document unique d'évaluation des risques professionnels **à cause de l'activité syndicale** ! À ce stade, nous ne pouvons que leur conseiller la consultation d'un bon professionnel.

93,2

93,4 milliards de profits pour l'année 2017, tel est le score des 40 entreprises « premières de cordée » de la bourse (CAC 40). C'est pour ces profits que Macron impose l'austérité à l'hôpital, l'université, l'enseignement. Il fonce dans le brouillard de la privatisation de la SNCF et des entreprises à capitaux nationaux pour que ces messieurs du CAC 40 engrangent toujours plus. Et on ose nous dire qu'il faudrait consentir à la destruction des emplois, au gel des salaires, à la régression des pensions, et au démantèlement de la protection sociale ? **La CGT dénonce depuis des années le coût du Capital**, nuisible socialement, environnementalement et économiquement. Il est temps de dire basta !

VASES COMMUNICANTS

→ Le niveau d'imposition des grandes entreprises a baissé de 9 % depuis la crise financière d'il y a 10 ans.
→ Les gouvernements ont en moyenne augmenté le niveau d'imposition des particuliers de 6 %.

Cette politique porte ses fruits, la consommation des ménages recule : – 1,4 % en décembre, – 1,7 % en janvier. Mais puisqu'on vous dit que l'économie va mieux...

